

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS

de la Communauté d'agglomération du Libournais

ARRETE N° 2019 - 750

PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE DU PROJET DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE D'IZON

Le Président de la Communauté d'agglomération,

Vu le code l'urbanisme et notamment les articles L. 151-1 et suivants,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants,

Vu la délibération en date du 16 mars 2017 de la commune d'Izon sollicitant l'achèvement de la procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme,

Vu la décision n° E19000081 en date du 21 mai 2019 du président du tribunal administratif de Bordeaux désignant Mme Hélène DURAND-LAVILLE, ingénieure urbaniste en qualité de commissaire enquêteur titulaire chargé de conduire l'enquête publique relative à la modification du PLU de commune d'Izon,

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du P.L.U de la commune d'Izon pour une durée de 33 jours consécutifs, à compter du 16 décembre 2019 jusqu'au 17 janvier 2020 inclus,

Le projet de modification porte sur les points suivants :

- l'ouverture de zones 2AU
 - le renforcement des servitudes de mixité sociale (nouvelles zones et pourcentage)
 - l'intégration d'Orientations et d'Aménagements et de Programmation si nécessaire ;
 - l'adaptation du règlement du PLU aux dispositions issues de la loi ALUR ainsi qu'aux dernières dispositions légales et réglementaires et directives de l'Etat en matière d'environnement ;
- Ce projet a fait l'objet d'une étude au cas par cas.

ARTICLE 2 :

Au terme de cette enquête, le conseil communautaire approuvera la modification du PLU, éventuellement modifiée suite aux avis des personnes publiques associées, au rapport et avis du commissaire enquêteur et aux décisions de la commission d'urbanisme.

ARTICLE 3 :

Afin de conduire l'enquête publique, le président du tribunal administratif de Bordeaux a désigné Mme DURAND-LAVILLE Hélène, ingénieure urbaniste en qualité de commissaire-enquêteur.

ARTICLE 4 :

Le dossier complet du projet de modification du PLU et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé préalablement à l'ouverture de l'enquête publique par Mme DURAND-LAVILLE commissaire-enquêteur, seront déposés au siège de la CALI et mis à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir le :

A la Cali (42 Rue Jules Ferry 33500 Libourne)

- du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

A la Mairie de Izon :

- du lundi au vendredi de 08 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30
- le Samedi : de 9 heures à 12 heures
-

Chacun pourra ainsi prendre connaissance du dossier de modification et consigner ses observations, soit :

- sur le registre d'enquête ;
- les adresser par écrit à Monsieur le commissaire-enquêteur au siège de la CALI (42 Rue Jules Ferry 33500 LIBOURNE) ;
- les adresser par courrier électronique, avec la mention en objet « courrier à l'attention du commissaire enquêteur pour le projet de modification du PLU d'Izon », à l'adresse e-mail suivante : enquetepublique@lacali.fr

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne pourra :

- demander des informations ;
- obtenir, sur sa demande et à ses frais, communication du dossier d'enquête publique auprès de M. Maufront Responsable du service urbanisme de la Cali.

ARTICLE 5 :

Le commissaire-enquêteur recevra le public dans les locaux de la mairie d'Izon aux jours et heures suivants :

- le lundi 16 Décembre de 14h30 à 17h30 (OUVERTURE de l'EP),
- le samedi 04 Janvier de 9h00 à 12h00,
- le vendredi 17 Janvier de 14h30 à 17h30 (CLOTURE de l'EP);

ARTICLE 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre déposé au siège de la Communauté d'agglomération et en mairie sera mis à disposition du commissaire-enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur dressera dans les 8 jours après clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations et le remettra au président de la Cali, responsable du projet.

Le Président de la Communauté d'agglomération disposera de 15 jours à la date de la remise de ce procès-verbal pour produire les observations éventuelles de la commune en réponse.

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la fin de l'enquête, soit au plus tard le 17 février 2020, pour transmettre au Président de la Communauté d'agglomération le dossier d'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions et avis motivés. Un délai pourra être accordé au commissaire-enquêteur, sur sa demande motivée.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

ARTICLE 7 :

A partir de la remise du rapport et des conclusions, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur au service urbanisme de la Communauté d'agglomération durant les heures d'ouverture, à savoir le :

- Du Lundi au Vendredi, de 8h30 à 12h45 et de 13h30 à 17h00 sauf le Jeudi

Ces documents seront consultables pendant un an à partir de la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la Communauté d'agglomération et en Mairie sur tous les emplacements prévus habituellement sur le territoire pour l'information du public et à proximité des lieux concernés par le projet de modification du PLU, 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il respectera l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement, à savoir :

« les affiches mentionnées au III de l'article R 123-11 mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. »

Ces formalités de publicité seront justifiées par un certificat du Président de La Cali et du maire. Cet avis au public sera également consultable, le cas échéant, sur le site internet de La Cali www.lacali.fr. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

ARTICLE 9 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au service d'urbanisme de la préfecture du département de la Gironde où le public pourra les consulter, ainsi qu'au siège de la CALI et en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le président de la CALI publie le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

ARTICLE 10 :

Madame DURAND-LAVILLE, commissaire-enquêteur, et le président de la CALI sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Sous-préfet de Libourne,
- Monsieur le Président du Tribunal administratif de Bordeaux ;
- Madame le Commissaire enquêteur.

Le Président informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

A Libourne, le **26 NOV. 2019**

Monsieur Philippe BUISSON
Président de La Cali



Envoyé en préfecture le 26/11/2019

Reçu en préfecture le 26/11/2019

Affiché le



ID : 033-200070092-20191126-A_2019_750-AR